



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Modernisation
Interministérielle et de l'Environnement
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ préfectoral complémentaire du 22 AOUT 2025
adaptant les prescriptions applicables à la société AXEREAL pour le site qu'elle
exploite à ZI de la Martinerie à Diors et Etrechet (ex-SGMT)**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'Environnement et notamment son livre V et ses articles L. 511-1 et suivants ;
- Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du Code de l'Environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales (art L. 512-7) applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2017-09-27-003 du 27 septembre 2017 portant enregistrement, au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement d'installations de silos de stockage à plat de céréales, exploitées par la société AXEREAL sur la zone industrielle de la Martinerie sur le territoire des communes de DIORS et ETRECHET ;
- Vu la demande d'aménagement de prescription présentée en date du 5 mai 2025 par la société AXEREAL complétée les 20, 22, 26 mai 2025 et 4 juin 2025 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2025 ;
- Vu le courrier d'envoi du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant du 29 juillet 2025 ;
- Vu l'absence d'observation(s) formulée(s) par la société sur ce projet d'arrêté ;
- Considérant que l'aménagement de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2017 susvisé demandée par l'exploitant est suffisamment justifié et ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser le volume de stockage de céréales et d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 36-2017-09-27-003 du 27 septembre 2017 susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°36-2017-09-27-003 du 27 septembre 2017 est modifié comme suit :

| RUBRIQUE | RÉGIME | LIBELLÉ DE LA RUBRIQUE | VOLUME DE CLASSEMENT |
|----------|--------|---|------------------------|
| 2160-1.A | E | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats | 138 500 M ³ |

E : enregistrement

Article 2

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°36-2017-09-27-003 du 27 septembre 2017 est modifié comme suit :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10 juin 2016, complétée les 28 avril et 19 juin 2017 ainsi que les éléments fournis dans le dossier déposé le 5 mai 2025 complété les 20, 22, 26 mai 2025 et 4 juin 2025. »

Article 3

L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°36-2017-09-27-003 du 27 septembre 2017 est modifié comme suit :

« En lieu et place des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes.

Les capacités de stockage de céréales sont éloignées des stockages de liquide inflammable et de gaz inflammable liquéfié d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement, sans être inférieure à 10 mètres.

Les silos sont séparés des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques, etc.) par un espace libre de 10 mètres minimum ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120.

Les installations de stockage de céréales ne comportent pas de tour de manutention, de fosse d'élévateurs, de cellules fermées ni de galeries inférieures et supérieures.

Le stockage de céréales est interdit dans la cellule E18 (à cause de la proximité avec un tiers).

Les différentes parties du silo sont implantées à une distance minimale de 25 mètres de la limite du site, exceptées pour les façades Ouest des cellules A1, A2, A3, B4, B5, B6, B7, B8, C9, C10, C11, C12, C13, D14, D15, D16, D17, pour lesquelles la distance minimale est de 6 mètres.

Ces distances minimales d'éloignement sont comptées à partir des contours de la partie de silo concernée.

Des structures de mise à l'air libre permanente, de type ventelles ou grilles statiques, sont présentes en façade Est et Ouest des cellules C13, D14, D15, D16, D17, F27, G28, G29, G30 et G31, d'une surface supérieure ou égale à 2 % de leur surface au sol. Ces ventelles contribuent au désenfumage en cas d'incendie, et permettent d'éviter toute montée en pression, en cas d'explosion de poussières.

L'accès à l'embranchement ferré longeant l'ensemble des stockages est interdit à toute personne étrangère à l'installation, notamment grâce à une clôture et un portail.

Des panneaux d'interdiction d'accès et d'information sur les risques liés aux installations sont positionnés, en accord avec les propriétaires de l'embranchement ferré, au droit du silo et en bordure de l'embranchement ferré.

La hauteur de stockage des céréales est limitée à 7 m en haut de tas.

Cela correspond à 4 mètres de retenue de grain pour les cellules A1, A2, A3, B4, B5, B6, B7, B8, C9, C10, C11, C12, C13, D14, D15, D16, D17, E19, E20, E21, E22, F23, F24, F25 et F26 et F27.

La hauteur de retenue de grain est limitée à 5 mètres pour les cellules G28, G29, G30 et G31.

L'exploitant doit s'assurer de respecter ces hauteurs par un moyen visuel.

Aucun local habité ou occupé par des tiers n'est situé dans les zones délimitées par ces distances minimales. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès à l'intérieur de ces zones (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs permettent l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Les locaux administratifs sont éloignés des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise) et des tours de manutention d'au moins 10 mètres.

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage, etc.) ne sont pas concernés par le respect de cette distance minimale d'éloignement. »

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif de LIMOGES, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai, adressé comme suit :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;

- recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 - Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société AXEREAL.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- ✎ une copie de cet arrêté est déposée dans les mairies de Diors et Etretat et peut y être consultée ;
- ✎ un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de Diors et Etretat pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires ;
- ✎ l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<http://indre.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/I.C.P.E/Dossiers-d-autorisation-ICPE>

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, les maires des communes de Diors et Etretat, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur de Cabinet,


Renaud LASSINCE